

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2020)
Heft: 2308

Artikel: "Entreprises responsables" : les deux visages de la Suisse : les explications en termes de clivage, régional ou linguistique, ne permettent pas de mesurer la fracture entre une économie qui veut s'autoréguler et une société qui souhaite le changement

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024180>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Entreprises responsables»: les deux visages de la Suisse

Les explications en termes de clivage, régional ou linguistique, ne permettent pas de mesurer la fracture entre une économie qui veut s'autoréguler et une société qui souhaite le changement

Jean-Daniel Delley - 30 novembre 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/37881>

Le succès populaire de l'initiative «*Entreprises responsables*» révèle un tournant significatif. En règle générale, les projets qui touchent de près aux intérêts de l'économie n'ont aucune chance de rallier une majorité du corps électoral. Les arguments standards – garantir les emplois, ne pas affaiblir la place économique helvétique – trouvent un large écho.

Ainsi, par exemple, au cours des cinquante dernières années, l'interdiction des exportations d'armes (1972, 1997, 2009) et celle de la publicité pour les produits engendrant une dépendance (1974, 1993) ou encore la lutte contre les abus du secret bancaire se sont heurtées aux murailles de la prospérité économique.

Les adversaires de l'initiative «*Entreprises responsables*» ont repris l'antienne qui jusqu'à présent a permis aux organisations économiques de contrer avec une relative facilité toute tentative de régulation un tant soit peu sérieuse. Mais cette fois, à considérer l'ampleur des moyens déployés, ils ont visiblement pris peur.

Face à l'intensité de la campagne menée par les initiants, à la mobilisation d'innombrables comités locaux, à l'engagement de personnalités de l'économie et à l'affichage de leur position par de très nombreux citoyens, il a fallu sortir la grosse artillerie. En particulier, de pleines pages publicitaires des grands patrons, de Credit Suisse et de Glencore. Du jamais vu. Sans parler du soutien d'une [conseillère fédérale](#) franchissant ouvertement les limites de l'information objective.

Pourquoi une contre-attaque aussi virulente ? Aucune analyse sérieuse n'a pu déceler un quelconque impact négatif de l'initiative sur la bonne marche des entreprises helvétiques ni sur l'emploi; le nombre des PME concernées serait

resté modeste. Non, l'économie n'avait rien à craindre si l'on excepte les quelques multinationales helvétiques dont les méfaits dans le tiers-monde sont documentés depuis des années.

C'est au niveau symbolique qu'il faut situer ce combat. L'économie veut décider elle-même des règles auxquelles elle se dit prête à obéir (autorégulation) ou que les pouvoirs publics lui imposent – voir le contre-projet à l'initiative directement inspiré par le lobby des multinationales.

Les appels à la sauvegarde des emplois et à la préservation du tissu industriel ne servent qu'à séduire l'électorat pour mieux préserver cet espace d'autonomie. Or le résultat de la votation de ce dimanche indique à l'évidence un mouvement.

Certes le visage traditionnel d'une Suisse satisfaite d'elle-même et peu soucieuse de voir sa bonne conscience perturbée par des considérations morales est toujours bien présent. Mais il doit faire face à celui d'une Suisse pour qui les affaires et l'éthique peuvent faire bon ménage.

Cette Suisse des «*moralisateurs*», comme la désignent non sans un certain mépris ses adversaires, représente en réalité une avant-garde. Car l'exigence d'une économie au service des humains et d'un environnement naturel à préserver en tant que bien commun ne cesse de progresser.

C'est dire que tôt ou tard nous devons aligner notre conception de la responsabilité des entreprises sur celle de nos voisins européens et des standards internationaux. La Suisse suivra comme d'habitude, renonçant à un rôle de pionnière.